

VAGUE MOROSE

Les Français sont inquiets. Et pas seulement à cause de la crise : c'est, semble-t-il, un trait de leur caractère. Certes, la référence aux « mentalités nationales » est toujours suspecte, surtout quand elle s'appuie sur des sondages, qui ne donnent en général de l'opinion que des images éphémères et fragiles. Il faut cependant faire une exception pour les enquêtes réalisées pour le compte de la Commission européenne, sous le label « Eurobaromètre ». D'abord à cause de leur sérieux méthodologique, mais surtout parce que, menées à intervalles réguliers dans toute l'Union, elles mettent en évidence des écarts significatifs et durables entre les vingt-sept pays membres ; de plus, chacune d'elles comporte, autour d'un thème unique, un très grand nombre de questions qui permettent de corroborer les interprétations.

Les Français, donc, sont inquiets – pour la France, mais beaucoup moins pour eux-mêmes individuellement : c'est ce qui ressort du dernier « Eurobaromètre », rendu public en février, qui portait sur la pauvreté et l'exclusion sociale. À la question : « Êtes-vous optimiste pour l'avenir ? », nos compatriotes sont 58 % – record d'Europe – à répondre non, soit nettement plus que des peuples pourtant bien plus durement éprouvés par la crise, comme les Lettons, les Hongrois ou les Espagnols. Mais quand il s'agit de leur situation personnelle, le résultat s'inverse : s'attendent-ils à voir leur situation financière s'améliorer dans les douze prochains mois ? 24 % des Français répondent par l'affirmative – ils sont sur ce point les plus optimistes des Européens, à l'exception des Estoniens et des Britanniques – et 13 % seulement par la négative, la grande masse (60 %) n'escomptant ni amélioration ni détérioration. Enfin, quand on leur demande s'ils sont globalement satisfaits de leur sort, ils se situent dans la moyenne des peuples de l'Union.

Leur vision particulièrement sombre de la situation de leur propre pays est corroborée par les questions portant spécifiquement sur la pauvreté. 86 % des Français estiment qu'elle est « très répandue » dans l'Hexagone, ce qui les place au sixième rang du pessimisme, juste après des pays notoirement plus pauvres – Hongrie, Bulgarie, Roumanie, pays Baltes – et bien avant les autres nations d'Europe occidentale. Un

CONJONCTURE

classement qui ne correspond pas à la réalité, puisque, selon Eurostat, le taux de pauvreté en France (proportion des ménages aux revenus inférieurs à 60 % du revenu médian) se situe nettement au-dessous de la moyenne européenne, et même au-dessous des taux enregistrés par nos voisins immédiats (Espagne, Italie, Belgique, Allemagne). Là encore, les Français sont beaucoup plus moroses à propos de la situation nationale que de leur environnement proche : 90 % d'entre eux – le taux le plus élevé parmi les vingt-sept membres de l'Union – estiment que le nombre de sans-abri a augmenté dans leur pays depuis trois ans, mais 28 % seulement – soit moins que la moyenne européenne – ont constaté cette augmentation « dans la zone où ils habitent ».

La méfiance règne

Cet écart flagrant entre le pessimisme sur la collectivité nationale et la (relative) sérénité à propos des situations individuelles fait partie des exceptions françaises. Faut-il l'attribuer à une prédilection de nos médias pour les mauvaises nouvelles et la mise en relief des situations difficiles ? Sans doute pas : la presse n'est pas plus misérabiliste en France que chez nos voisins. Pour expliquer cette « déprime » endémique, il faut plutôt se référer à un petit livre des économistes Yann Algan et Pierre Cahuc, *La société de défiance*¹. À partir, là aussi, d'enquêtes comparatives menées dans un grand nombre de pays (« World Values Survey », « International Social Survey Program »), ils décrivent une société du chacun pour soi, où l'incivisme et la défiance s'alimentent mutuellement. Ils attribuent ces traits au modèle social mis en place en France après la guerre, caractérisé par le corporatisme et l'étatisme. Une des illustrations qu'ils en donnent est aujourd'hui au cœur de l'actualité : les régimes publics de retraite. Il en existe un en Irlande, deux au Danemark ou au Royaume-Uni – dix en France. Ce cloisonnement des statuts, et l'octroi à chacun d'eux de droits sociaux particuliers sont des sources d'opacité et d'injustice, donc de méfiance réciproque.

L'enquête « Eurobaromètre » sur la pauvreté confirme cette analyse. Ainsi, 19 % des Français disent se sentir « en marge de la société » : ils ne sont dépassés dans ce sentiment d'isolement que par quatre pays, au niveau de vie bien plus bas que le leur. Ce « quant-à-soi » méfiant se constate aussi dans la façon dont ils se placent, individuellement, sur l'échelle sociale : 61 % d'entre eux – encore un record d'Europe

1. Éditions Rue d'Ulm, 2007.

– se disent « ni riches ni pauvres » ; et si 19 % osent se dire riches, la proportion est beaucoup plus forte chez les Italiens (27 %) ou les Allemands (28 %). Mais c'est surtout à l'égard de l'État, sans doute parce qu'ils en attendent beaucoup, que leur méfiance est sensible. Estiment-ils que les politiques publiques améliorent la situation des pauvres dans leur pays ? 11 % seulement sont de cet avis – seuls les Italiens, les Lettons et les Litvaniens se montrent plus sceptiques. Un sujet de méditation pour Martin Hirsch, promoteur du Revenu de solidarité active...

Relativement satisfaits de leur sort personnel, mais pessimistes sur leur avenir collectif et les chances de l'améliorer : les Français, sceptiques à l'égard de l'action publique, sont comme l'« aquaboniste » de la chanson de Serge Gainsbourg. Cela ne les rend pas plus faciles à gouverner – et ne facilite pas l'acceptation des réformes.